

Enseignements de la réunion Beauvoir de Marc, 27 février 2013



ENSEIGNEMENTS DE LA REUNION BEAUVOIR DE MARC

27 FEVRIER 2013

Cette réunion (3h) s'est déroulée à l'initiative du maire de la commune de Beauvoir de Marc (Isère) et de l'association ALTFER rebaptisée ACTEUR, dans l'objectif d'informer les élus et les habitants du grand Est. Environ 60 personnes étaient présentes.

La CPDP avait sollicité la présence d'un représentant de l'État ; cette demande est cependant restée sans suite.

Après un accueil par le maire de Beauvoir de Marc, la CPDP (représentée par Philippe Marzolf) a présenté les enseignements des réunions thématiques.

Le maître d'ouvrage (représenté par Gérard Labrit, Virginie Bourdin et Béatrice Gasser (EGIS) a présenté le projet d'Anneau des Sciences.

L'association ACTEUR a exposé les différentes infrastructures - en cours ou en projet - mises en place dans la région lyonnaise afin de donner une vision globale puis les associations ACTEUR et APPNV ont analysé les conséquences du projet sur les territoires du grand Est.

Ces présentations ont été suivies d'interventions du public.

Au cours de ces échanges, plusieurs thèmes ont été abordés :

Un sentiment d'inéquité territoriale

L'ensemble des intervenants souligne le fort sentiment d'injustice ressenti par les habitants du grand Est (« Nous sommes la poubelle de l'Ouest ») et reprochent des inégalités de traitement (notamment pour le TC) en comparaison avec l'Ouest, alors que l'Est est déjà marqué par des disparités sociales et générationnelles, une densité de population plus importante et une dévaluation de l'immobilier.

Ils soulignent le manque d'équité et d'égalité devant les nuisances et la pollution (liées aux routes, à l'aéroport et à la LGV).

Et estiment que le projet augmenterait la fracture territoriale entre l'Est et l'Ouest (à l'Ouest le projet sera enterré, à l'Est le boulevard périphérique est déjà saturé).

Le contournement de transit : interrogations sur un nouveau débat public

Le préalable du Grand Lyon sur la position de l'État vis-à-vis d'un grand contournement de transit suscite la crainte que le contournement Ouest ne se décline à l'Est.

Les intervenants s'inquiètent des conditions de saisine de la CNDP qui impliquerait la possible décision d'un nouveau débat public sur le projet de contournement à l'Est ou à l'Ouest, alors que le projet de COL a déjà été acté (depuis 47 ans).

Ils s'étonnent de la position « personnelle » de M. le Préfet, en contradiction avec le SNIT et regrettent qu'elle soit reprise dans le Dossier du maître d'ouvrage (p.29).

Ils s'interrogent sur l'opportunité des débats (déjà 4 débats sur les transports dans Lyon dont 3 sur le contournement autoroutier) et soulignent leurs coûts (supportés par les collectivités).

Enfin, ils ont regretté de ne pas avoir été associés au débat de 2001 (car soit disant « non concernés ») alors qu'en 2006 le territoire a fait l'objet d'études pour l'implantation du contournement ferroviaire.

Des inquiétudes face au report de trafic vers l'Est

D'une manière générale, les participants s'inquiètent des conséquences du contournement, qu'il soit à l'Est ou à l'Ouests et de l'augmentation des trafics vers l'Est.

Les intervenants estiment que le CEL le long du CFAL ou le long de la LGV ne résoudra pas la problématique du bouchon lyonnais mais va l'accroître.

Ils regrettent le manque de visibilité sur les conséquences de la requalification A6/A7, notamment la répartition des 95 000 veh/j.

Ils soulignent qu'accroître le trafic à l'Est, cœur de l'activité, serait dommageable pour l'activité économique et empêcherait le développement à l'Ouest.

Ils demandent, si le CEL était décidé, à ce qu'il soit accompagné de « vrais » aménagements.

Demande d'une vision globale, les différents projets déchirent les territoires

Les participants auraient souhaité que tout le périphérique soit mis au débat, et pas seulement son tronçon Ouest, afin d'avoir une vision globale des projets (contournement routier et programme modes doux).

Ils estiment qu'il est nécessaire d'envisager les transports (les liaisons autoroutières et les solutions TC) dans une problématique transversale (Ouest-Est) et qu'il ne faut pas opposer les infrastructures les unes aux autres ni les modes de transport et les citoyens (cyclistes/ automobilistes, urbains/banlieusards...). La pluralité des projets et les inégalités qu'ils engendrent déchirent les territoires et mettent l'Est et l'Ouest en opposition.

Selon eux, une euro-métropole doit avoir une politique d'aménagement plus ambitieuse.

Ils préconisent un ring intramuros (boulevard L. Bonnefoy, TEO, Anneau des Sciences), avec des parkings relais et des TC performants, doublé d'un second ring pour le trafic de transit. Ils proposent également que l'A6/A7 soit souterraine (comme la Calle 30 à Madrid)

Opportunité du projet Anneau des Sciences

Les intervenants sont favorables au projet dans son tracé court –à condition qu’il soit jumelé à la réalisation du contournement à l’Ouest – mais ils estiment cependant qu’il ne résoudra pas la circulation entre l’Est et l’Ouest.

Toutefois, devant les enjeux sanitaires engendrés par les problèmes liés à la pollution, ils dénoncent l’instrumentalisation du terme « développement durable ».

Un participant s’étonne du terme « multimodal » et demande quelle sera la place des vélos dans le souterrain.

Certains ont souligné que les territoires du grand Est étaient peu concernés par les aménagements envisagés par le projet, destiné surtout aux habitants de Lyon.

D’autres soulignent que la création de nouvelles zones (ex : Confluence) va engendrer de l’étalement urbain, en contradiction avec la volonté de Lyon de devenir une euro-métropole.